

Fusion Suez Gaz de France Une alternative existe Une riposte Pépinesque s'impose !!!

La CGT appelle le personnel à se rassembler pour débattre de la situation et envisager les actions à mener.

Une précipitation injustifiée

Le gouvernement vient d'annoncer un projet de fusion de Suez et de Gaz de France. Rien ne justifie une telle précipitation : une Opa éventuelle sur Suez prendrait de toutes façons plusieurs mois. Gouvernement et directions veulent prendre les salariés de vitesse en dramatisant la situation. La menace d'Opa d'Enel sur Suez n'est-elle pas en fait brandie pour justifier une privatisation ? Enfin, cette annonce remet en cause les engagements du gouvernement sur le maintien dans la sphère publique des entreprises Edf et Gaz de France, la loi fixant le seuil de la participation de l'Etat à 70 % minimum dans leur capital.



La fusion Suez-Gdf n'est pas un bon projet

Car, elle ne répond pas aux enjeux de la période. En faisant descendre la part de l'Etat à environ 34 % du capital du Groupe ainsi créé, elle supprimerait le contrôle public sur Gaz de France et ne permettrait pas à l'Etat de conserver la maîtrise de la stratégie gazière en France. Cette fusion créerait un concurrent majeur à Edf, hypothéquant la mixité de la distribution et la complémentarité entre les deux entreprises. De fait, cette fusion Suez-Gdf pousse à la privatisation d'Edf qui a d'ailleurs déjà un projet d'achat d'opérateur gazier. C'est un beau gâchis qui se prépare.

Des conséquences sociales importantes chez Suez, Gdf et Edf

Du point de vue social, la Cgt considère que les salariés ont tout à craindre d'un tel rapprochement, tant côté Suez que côté Gaz de France et Edf. En effet, on peut avoir le plus grand doute sur le fait que la fusion Suez-Gdf n'ait pas de conséquences sur l'emploi. Les salariés d'Electrabel ont déjà fait les frais de cette logique. A Edf et Gdf, les conséquences sociales d'une remise en cause de la mixité d'Edf-Gdf seraient également considérables. Ce seront 30 % des emplois qui seront supprimés.

La CGT appelle l'ensemble du personnel à des assemblées générales (code 028) **lundi 6 mars à partir de 8h00 à St Etienne rue Lamartine et à Roanne Raoul Follereau afin de définir les modalités d'action pour imposer au gouvernement le retrait de ce projet.**
Un préavis de grève a été déposé auprès de la direction pour la semaine du 07 au 14 mars.